La Révolution à Vienne et en Hongrie était en marche et le gouvernement était trop embarrassé; il promit alors par les trois actes publiés, mentionnés plus haut, les réformes exigées, concernant la Constitution d'Empire, mais il ne se montra nullement disposé à céder aux exigences purement nationales des Tchèques. Dans un rescrit du 23 avril il leur donne une réponse très incertaine et imprécise. Il promet toutes les libertés publiques, mais pour les revendications spéciales à propos de la couronne, il déclare que cela serait contraire à la Constitution antérieure des deux pays, et que l'assentiment de leurs Etats serait nécessaire, étant donné que pour assurer l'égalité nationale la Constitution nouvelle de 1627 est encore toujours en vigueur.

La déception à Prague fut grande. Une nouvelle députation fut envoyée à Vienne, où le programme national fut de nouveau affirmé et mieux précisé. Les rapports de la couronne avec la monarchie devaient être délimités, le peuple devait être représenté pleinement dans le Parlement et un ministère distinct pour les affaires intérieures de la couronne établi à Prague.

Un des meilleurs politiciens et journalistes tchèques de l'époque formula le programme dans les mots suivants, imprimés en tête de chaque numéro de son journal *Le Rational* : La vraie égalité nationale. L'Union des pays de la couronne. L'abolition des droits féodaux. Le Parlement général pour tout le peuple. La Garde nationale. La réforme des écoles et des magistrats. Le vice-roi à Prague.

Le gouvernement répondit à cette seconde pétition par l'ordre de cabinet du 8 avril 1848. Quoique les Tchèques n'aient pas reçu satisfaction dans tous les points de leur pétition, la